

DON FRANCE - AMÉRIQUE LATINE

1979

COMITÉ FRANCE AMÉRIQUE LATINE



sommaire

CHILI : interview exclusive
de plusieurs membres de la
délégation du gouvernement
de l'Unité populaire à Paris :
- la dette extérieure, l'Armée,
l'Eglise, le MIR 3

Colombie à la veille des
élections 9

Nouvelles brèves 10

Comité de soutien au peuple
du Paraguay 11

José María ARGUEDAS 13

La vie du Comité 14

bulletin périodique / n°3 / av. 72

prix de ce numéro / 2f.50

40 P 2235

pire qu'un retard

C'est avec un grand retard que paraît ce troisième numéro du Bulletin du Comité FRANCE — AMERIQUE LATINE. Préparé pour constituer un numéro double — une partie importante du numéro était composée d'une chronologie des événements dans les différents pays d'Amérique Latine en 1972 — il paraît finalement avec sa pagination ordinaire, amputé de la moitié de sa copie. C'est que notre Comité traverse une période difficile - critique même - sur le plan financier.

Les cotisations modestes de ses adhérents et les abonnements - encore peu nombreux - ne nous permettent pas encore, on s'en doute, de couvrir les frais de publication du Bulletin. Nous avons organisé, pour alimenter la trésorerie de l'Association, pour les besoins de la solidarité et de la propagande, un bal, le 18 mars dans une Mairie parisienne. Malheureusement non seulement ce bal n'a pas apporté les bénéfices escomptés mais son déficit a englouti la moitié de l'avoir du Comité.

Dans ces conditions nous nous voyons dans l'obligation de suspendre provisoirement la publication de notre Bulletin sous sa forme actuelle. Nous nous efforcerons d'alterner des Bulletins, de périodicité irrégulière, centrés sur des questions importantes et des notes photocopées de présentation plus modeste mais de diffusion rapide. Nous allons mettre sur pied un plan de manifestations dont nous espérons tirer des bénéfices suffisants pour assurer la publication de cet ensemble.

Nous prions tous nos abonnés de nous excuser. Naturellement nous leur adresserons Bulletin et notes rapides jusqu'à épuisement du prix de leur abonnement.

*
* *

Ces difficultés passagères ne vont pas arrêter notre effort. Les raisons qui nous ont conduits à fonder notre association demeurent et sont plus réelles que jamais : l'Amérique latine bouge, la répression la plus féroce s'aggrave ici tandis qu'ailleurs les forces populaires réussissent à imposer des changements favorables. Nos amis d'Amérique latine ont besoin de notre soutien et de notre solidarité tandis que nous pouvons beaucoup apprendre au contact de leurs traditions et à la lumière de leurs expériences.

Le Comité va donc essayer, avec des moyens réduits, d'avoir une activité plus intense. Nous comptons sur nos adhérents et nos lecteurs pour nous y aider par leurs suggestions et leurs initiatives.

LE COMITE DE REDACTION



AU CHILI

LA DETTE EXTERIEURE, L'ARMEE, L'EGLISE, LE MIR

Une interview exclusive de la délégation officielle du gouvernement de l'Unité populaire à Paris

Comme nos lecteurs ont pu le savoir par la lecture de la presse française, une délégation officielle du gouvernement chilien est venue à Paris, au mois de février, pour négocier le réexamen des conditions de remboursement de la dette extérieure du Chili.

Nous avons pu, à cette occasion, être reçus, le 11 février, par plusieurs membres de la délégation : MM. Clodomiro ALMEYDA, ministre des Affaires étrangères, qui appartient au Parti Socialiste du Chili, José CADEMARTORI, député et membre du Bureau Politique du Parti Communiste Chilien, Rafael GUMICIO, sénateur et membre du Bureau Politique de la Gauche Chrétienne et Hugo MIRANDA, sénateur et membre du Parti Radical.

Comme on peut le voir, ces personnes étaient représentatives des principaux courants politiques qui sont unis au sein de l'Unité populaire. Nous avons tenu à les interroger ensemble ce qui leur permettait, lorsqu'ils le jugeaient utile, de nous faire connaître leurs différents points de vue sur les questions que nous leur avons posées.

Nous publions ci-dessous la traduction de l'essentiel de cet entretien.

LA DETTE EXTERIEURE DU CHILI

■ **Question :** Il y a un problème très actuel qu'il nous intéresse de connaître, c'est celui de la dette extérieure du Chili. Pendant cette semaine, le gouvernement de l'Unité populaire est en train de la renégocier ici à Paris. Pouvez-vous nous dire, Monsieur le Ministre, comment cette dette extérieure s'est constituée ?

M. Clodomiro ALMEYDA -

L'actuelle dette extérieure du Chili, qui est d'environ 4 milliards de dollars, a été le résultat de la politique suivie pendant longtemps par les précédents gouvernements. Cette politique reflète l'état de dépendance qui avait été maintenu à l'égard des centres financiers du capitalisme monopoliste international. Ainsi, cette situation provient d'un mal endémique, organique, de l'économie chilienne.

Quand l'Unité populaire est arrivée au pouvoir, elle a manifesté son intention de rompre ces relations de dépendance en même temps qu'elle reconnaissait les obligations de l'Etat à l'égard de ses créanciers. En quoi a consisté cette nouvelle politique ? L'aspect le plus décisif a été la récupération des sources essentielles de richesse du pays (les mines de cuivre par exemple qui appartaient à des entreprises nord-américaines). Par la suite, il s'agissait de transformer la politique d'utilisation des devises d'une façon plus rationnelle, en fonction du développement national. En même temps on a recherché de nouvelles sources de devises dans le but de diminuer la dépendance étrangère.

Il s'agit d'une politique à long terme qui est destinée à faire disparaître d'une façon définitive

cette dépendance qui a entraîné, parmi d'autres aspects, cette volumineuse dette extérieure.

La situation s'est aggravée cette année par suite de circonstances extérieures à la politique du gouvernement : d'abord, la baisse du prix du cuivre sur le marché mondial, ensuite les fortes restrictions des crédits accordés au Chili par les organismes financiers internationaux. Cette double circonstance a entraîné une diminution considérable des réserves de devises du Chili.

Devant cette situation, le gouvernement populaire a décidé de négocier sa dette extérieure avec les créanciers étrangers. Et le 9 novembre, nous avons averti les intéressés de tous les pays étrangers de notre intention d'ouvrir une négociation ; les démarches préliminaires ont eu lieu pendant le mois de janvier et ont abouti à la convocation du "Club de Paris" ce mois de février.

Le gouvernement du Chili a élaboré une formule de paiement compatible avec sa volonté de réaliser son programme de changement de structures ("le programme de l'Unité populaire") et de ne pas compromettre l'avenir. Cette formule permettrait au pays d'honorer ses dettes au fur et à mesure du développement de l'économie nationale.

Le système de paiement que nous avons proposé peut paraître comporter un danger pour les créanciers mais ce n'est pas le cas puisque nous garantissons le remboursement. Par rapport aux conditions qui avaient été acceptées avant l'arrivée de l'Unité populaire, les créanciers peuvent évidemment ne pas être satisfaits ! Il est certain que la formule que nous avons proposée garantit la volon-

té du gouvernement chilien d'accomplir ses obligations, dans la mesure où le Chili est capable de le faire. Il ne suffit pas de vouloir faire les choses pour pouvoir les faire. De la façon que nous proposons, nous pouvons les faire.

L'attitude de la communauté financière internationale, en l'occasion les gouvernements représentés dans le "Club de Paris" a été en général positive. Ils ont reconnu la nécessité où se trouvait le Chili de négocier une nouvelle formule de paiement. Pour nous, il ne s'agit pas d'une tentative d'obtenir un profit ou un avantage, mais d'un besoin évident.

Ce besoin de renégocier notre dette a été reconnu par le Fonds Monétaire International et ses fonctionnaires, qui, avec objectivité, ont proposé une analyse analogue à celle du gouvernement chilien. Cette compréhension générale de la communauté financière internationale mérite certaines explications supplémentaires. Les U.S.A. ont été le pays qui s'est montré le moins disposé à faciliter ce type de règlement : c'est en grande partie parce que les U.S.A. ont en vue les problèmes mêmes de la nationalisation des mines de cuivre et qu'ils veulent, d'une façon ou d'une autre, les lier à la renégociation de la dette. C'est là une condition que le gouvernement chilien ne peut pas accepter ; ce serait subordonner sa politique à une volonté étrangère. Nous ne pouvons pas admettre des modalités incompatibles avec le développement du programme de l'Unité populaire. Nous avons donc précisé que nous n'étions pas en mesure de souscrire des clauses comme celles-ci. Tandis que nous sommes prêts à ce que le Fonds Monétaire international, en tant que représentant des créanciers, les informe périodiquement du développement de notre processus économique, et en même temps nous ne nous opposons pas à maintenir les réunions qui sont nécessaires avec nos créanciers pour ré-envisager les problèmes qui affectent leurs intérêts.

La formule que nous avons proposée, on l'a estimée un petit peu dure, mais c'est la seule qui nous permette d'avoir l'aisance nécessaire pour pouvoir réaliser nos obligations. Nous croyons que notre position est bien fondée, les arguments ont été suffisamment clairs, et c'est ainsi que les membres de notre délégation ont été dans les différentes capitales d'Europe, avec le but d'expliquer à nos créanciers la situation, avant la réunion technique qui aura lieu au milieu de ce mois.

Nous avons confiance en la réunion politique finale qui se déroulera à la fin de mars, après que le Fonds Monétaire International aura fourni un rapport écrit. A ce moment, nous pourrions conclure avec succès cette affaire qui est difficile. Je crois qu'on aboutira à des conclusions positives pour le Chili, et que, en même temps, elles le seront pour les créanciers, parce qu'il est vrai que si le Chili n'est pas satisfait dans cette négociation, ou si elles échouent, les créanciers seront lésés.

M. Rafael GUMUCIO -

Je voudrais éclairer un aspect du problème de la

renégociation de la dette extérieure du Chili. On a prétendu que la situation actuelle serait le résultat de la mauvaise gestion économique du gouvernement chilien pendant l'année 1971. Il faut être très précis. Le gouvernement de l'Unité populaire a pu être très satisfait de voir que, pendant cette renégociation, on a pu prouver que tous les chiffres sur la situation économique du pays, donnés par le Ministre Almeyda, coïncident avec ceux du Fonds Monétaire International. Ces chiffres démontrent, sans aucun doute possible, un bilan positif de la gestion économique pendant l'année 1971. C'est ainsi par exemple que le produit national brut a augmenté de 9 %, la production industrielle de 12 %. Au fond, le succès de la politique économique de l'Unité populaire, a renversé toutes les théories des économistes qui faisaient des pronostics d'échec : ils pensaient que la crise économique surviendrait après 3 mois de l'arrivée du gouvernement Allende ! Le gouvernement de l'Unité populaire a été la victime des négociations faites par les précédents gouvernements. Ce qu'il faut remarquer, c'est que le gouvernement chilien reconnaît les dettes passées, mais qu'il n'assume pas la façon dont elles ont été contractées, ni la modalité des échéances qui étaient établies.

■ **Question :** Croyez-vous que le problème de la dette extérieure du gouvernement chilien est lié à la situation générale du tiers-monde ?

M. ALMEYDA -

C'est une question intéressante. Comme nous l'avons dit lors de l'intervention que j'ai faite au nom du Chili au "Club de Paris", c'est un problème lié à la nature des relations économiques internationales qui sont, particulièrement déséquilibrées entre le monde développé et le tiers-monde. Ce déséquilibre des relations financières internationales s'exprime en une série d'aspects, dont quelques uns sont très connus comme le cours défavorable des échanges, le monopole du transport maritime, le monopole des assurances que maintiennent les pays développés (d'où découlent les difficultés que nous rencontrons pour transporter nos marchandises) ainsi que la conduite de la politique monétaire par le "Club des dix".

Finalement, le déséquilibre financier du tiers-monde est l'expression de cette relation économique inégale et, naturellement, celle-ci mérite d'être discutée et analysée en tant qu'ensemble, parce qu'il s'agit d'un seul gros problème.

Aussi considérons-nous que la prochaine conférence mondiale des pays en voie de développement (UNCTAD) sera très opportune. Cette conférence est précisément destinée à analyser les relations économiques entre les pays industrialisés capitalistes et les pays en voie de développement. Cette question de l'endettement aura une importance fondamentale lors de la conférence. Sur ce point il existe déjà un certain accord de la communauté internationale, exprimé par les bases de la stratégie de la 2ème décennie pour le développement approuvé par l'O.N.U.

Dans celle-ci on considère la négociation des dettes comme l'une des formules qui, même si elle ne résolvait pas définitivement le problème pourrait éviter que l'endettement ne s'aggrave dans les pays qui se trouvent, comme le Chili, dans cette situation-là. A l'occasion d'une crise conjoncturelle, faire prendre conscience de l'importance de ce problème, tant dans les pays du tiers-monde que dans les pays développés, me semble être une oeuvre positive, parce que, naturellement, la situation pourrait s'aggraver. Le Chili n'est pas seul dans cette situation. En Amérique latine, je crois que 3 ou 4 pays se trouvent dans les mêmes conditions. Ces pays-là ont envoyé des représentants négocier leurs dettes ou le feront prochainement ; c'est le cas du Pérou et de l'Argentine.

Dans certains pays le problème n'existait pas il y a quelques années. En ce qui nous concerne, sous le gouvernement de Frei, le prix du cuivre était élevé et nous n'avions pas de problèmes. A certains moments déterminés il y a d'autres pays qui se trouvent dans une situation positive, mais cette période faste passée, ils se retrouvent sur un mauvais pied comme nous le sommes aujourd'hui. C'est ainsi que le fait que le Brésil ait en ce moment des réserves monétaires relativement considérables, ne signifie pas que, dans 3 ou 4 ans, une baisse du prix du café par exemple ne puisse amener les Brésiliens à frapper à la porte du Club de Paris.

A l'heure actuelle, c'est l'Argentine qui se trouve dans une situation analogue à la nôtre malgré le prix élevé de la viande. Ceci est dû à un déficit énorme dans la balance des paiements qu'ils essaient de résoudre en sollicitant un grand prêt. Mais ils n'ont pas eu beaucoup de succès et ce ne serait pas étonnant de les voir obligés d'adopter le même procédé que nous.

Il y a des pays africains et asiatiques qui se trouvent dans des conditions semblables, mais plus graves encore. Donc, vous avez raison en disant que notre problème est un problème général de tout le tiers-monde ; il n'est pas particulier au Chili.

Ce n'est pas non plus la première occasion dans laquelle notre pays se voit obligé à renégocier ses

dettes. La dernière fois ce fût pendant le gouvernement de Frei en 1965.

Il y a quelques autres aspects de la politique économique du Chili que je voudrais expliquer. Je ne sais pas si vous aviez l'intention de me poser des questions à ce sujet.

Comme on peut le déduire du rapport du Fonds Monétaire International, la croissance du produit national est la démonstration du progrès de l'activité, de l'augmentation du rendement de l'économie. Il y a eu pendant l'année dernière une croissance économique de 9 % et même une croissance industrielle de 12 %, chiffres qui sont très élevés, surtout si on fait la comparaison avec la situation économique des dernières années sous les gouvernements antérieurs, pendant lesquels il n'y a pas eu pratiquement d'augmentation, et même, il y a eu des diminutions pendant certaines périodes.

Parallèlement, il y a eu une "décélération", une diminution du rythme de l'inflation qui est descendu de 30 % à 22 %. C'est très important. Généralement un gouvernement qui a opéré une redistribution des revenus très importante, comme l'a fait le gouvernement de l'Unité populaire, se trouve en face d'une pression inflationniste très forte. C'est d'autant plus important qu'on doit tenir compte de la balance de paiement faible.

Le troisième aspect, qu'il vaut la peine de faire remarquer, c'est celui du chômage qui a considérablement diminué jusqu'au niveau le plus bas connu jusqu'ici.

Donc, la politique économique du gouvernement de l'Unité populaire dans sa première année a obtenu un succès. On a pu redistribuer les revenus, on a augmenté la production, on a diminué le chômage et l'inflation. Les aspects négatifs qui ont pu être soulignés sont celui de la crise de la balance des paiements et la diminution de l'investissement privé dans certaines branches, ce qui est explicable....

L'ATTITUDE DE L'ARMEE AU CHILI

■ Question : Un autre problème qui nous intéresse est celui de la place de l'Armée, des militaires chiliens face au processus révolutionnaire.

M. Jose CADEMARTORI -

Bon, en premier lieu, je crois qu'il est nécessaire de souligner le fait que l'armée au Chili a une tendance à la professionnalisation et à la non-ingérence dans les affaires politiques. Cette tradition s'exprime dans le fait que, tout au long des 150 années d'histoire chilienne, il n'y a eu que

très peu de périodes où l'armée est intervenue directement dans le contrôle du gouvernement. Les gouvernements proprement militaires, du même style que ceux qui traditionnellement ont existé en Amérique latine, sont au Chili une exception. Ceci a donné naissance à une tradition, je répète, de professionnalisme de l'armée et de non-ingérence dans les activités des partis politiques.

Pourtant, cela ne signifie pas que l'armée, de par sa composition et sa formation, soit étrangère aux luttes qui se développent dans le pays, au débat politique. Elle est certainement perméable au pro-

cessus qui se déroule et par conséquent est soumis à des influences opposées. Ainsi le processus que le Chili est en train de vivre se répercute dans une certaine mesure parmi les membres de l'armée. C'est-à-dire que d'une part, il y a l'influence de la droite qui s'exerce activement par différents moyens. Cette pensée de droite, qui vise à renverser le gouvernement Allende, éventuellement même en faisant appel à l'emploi des armes, exerce une influence directe et indirecte grâce au concours des éléments de droite et aussi des agents de l'étranger.

De la même façon pénètre l'influence du gouvernement de l'Unité populaire. En matière militaire, le gouvernement s'est occupé d'équipement de l'armée ; il a reconnu et il a répondu aux besoins légitimes de l'armée, qui avait traditionnellement souffert des effets d'une politique restrictive en ce qui concerne ses besoins en équipement. L'Unité populaire a un plan de constructions d'installations de tout type pour l'armée. Le gouvernement s'est aussi préoccupé des traitements et vient de proposer une augmentation spéciale de la solde des officiers et des sous-officiers de l'armée, car leur rémunération était inférieure à celle de l'administration au niveau correspondant.

En même temps, l'Unité populaire a permis que se développe au sein de l'armée une meilleure connaissance des pays socialistes, de leur structure et

de leurs propres armées, afin de détruire, par ce moyen, les préjugés qui ont existé pendant de longues années du fait de ses rapports exclusifs avec les U.S.A. La visite de Fidel Castro, son contact avec les officiers de l'armée chilienne, le voyage actuel de 25 officiers chiliens à Cuba, sont des faits nouveaux qui permettent à l'armée une ouverture à des nouvelles perspectives, une connaissance d'autres situations qui vont sans doute exercer une influence positive dans la pensée des militaires.

En résumé, l'armée a maintenu et maintient au Chili une ligne professionnelle, d'appui à la Constitution et c'est pour cela qu'elle a eu des victimes, entre autres le commandant en chef de l'armée, le Général Schneider, qui fut assassiné par un groupe d'extrême-droite, cherchant à empêcher l'accession au pouvoir du gouvernement d'Allende.

L'armée a suivi et suit cette ligne traditionnelle, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne subisse des influences putschistes qui s'exercent de l'extérieur, ainsi que des influences s'opposant à celles de l'Unité populaire du gouvernement, et du processus de changement en cours dans le pays, qui tendent à une plus grande participation de l'armée dans la construction de la nouvelle économie et de la société nouvelle.

LA POSITION DE L'ÉGLISE VIS À VIS DE L'UNITÉ POPULAIRE

■ **Question :** Nous sommes intéressés par l'attitude de l'Église catholique face au processus de changement développé par le gouvernement de l'Unité populaire.

M. Rafael GUMUCIO -

Je crois que l'Église a changé dans le monde entier après le Concile en ce sens qu'elle était traditionnellement insérée dans le système capitaliste, qu'elle était une force spirituelle travaillant pour le maintien du statu quo. Naturellement ce changement a été plus accentué dans quelques pays, spécialement en Europe, même en Espagne, qui était un pays où le clergé était le plus réactionnaire, traditionaliste et fermé. En Amérique latine, ce changement a été très accusé après la Conférence de Medellin. Si l'on examine le document issu de cette réunion, on peut constater que, dans une certaine mesure, les idées socialistes, les catégories marxistes sont prises en compte, mais d'une façon non-explicite ; c'est-à-dire qu'il y a eu des modifications profondes dans l'Église en ce sens. Au Chili, ce processus a été plus accentué car une fraction importante du clergé a adopté des nouvelles positions ; on pourrait dire qu'il s'agit d'un problème de générations. Mis à part les curés et les évêques qui, à cause de leur âge, continuent à penser avec des critères conservateurs, la plus grande majorité du clergé est dans une position d'avant-garde, et même certains d'entre eux,

participent intégralement au processus révolutionnaire, socialiste de l'Unité populaire. Il y a eu des réunions, par exemple celle des curés du groupe, nommé originalement "groupe des 80", qui ont fermement déclaré qu'ils sont pour le socialisme et qu'ils luttent à l'intérieur de la ligne de l'Unité populaire ; sur ce plan là, ils ont joué un rôle précieux. Du point de vue officiel, l'Église n'intervient pas dans la politique malgré les pressions qu'elle a subies pour l'amener à y intervenir. Le cardinal a eu une attitude très favorable face à l'Unité populaire et a des bons rapports avec le gouvernement. Du côté du gouvernement de l'Unité populaire, il n'existe plus ce qui auparavant existait dans la gauche ; un certain sectarisme. Le problème religieux est en marge du problème politique chilien, totalement séparé ; il n'y a aucun rapport entre ces deux plans.

Enfin, l'Église au Chili comprend un clergé d'avant-garde qui travaille dans les milieux populaires sans attitude paternaliste et s'intègre à notre processus révolutionnaire. La situation est totalement positive sur cet aspect.

Y A-T-IL UNE CRISE AU SEIN DU GOUVERNEMENT ?

■ **Question** : Il y a une autre question que nous aimerions vous poser sur un sujet différent, M. le Ministre : on a dit qu'il y a une crise politique à l'intérieur de l'Unité populaire qui aurait entraîné le Président Allende à changer ses ministres. Quelle est votre opinion ?

M. ALMEYDA -

Je pense que l'image qui existe ici en Europe est absolument fautive. Les changements ministériels qui se sont produits dans le gouvernement de l'Unité populaire pendant les dernières semaines n'ont aucune relation directe avec une "crise" qui aurait affecté l'Unité populaire.

Le gouvernement du Chili fait ces jours-ci avec les partis qui l'appuient, une espèce de bilan de tous les problèmes et une autocritique dont les résultats sont formulés, si je ne me trompe pas, dans un discours prononcé par le Président de la République à Concepcion. On est en train de faire une analyse de ce qui a été fait, des creux laissés par le gouvernement et la façon de les dépasser. Le changement ministériel d'il y a 15 jours a eu un caractère précédemment défini et décidé par le Président et l'Unité populaire dès le mois de novembre. Ainsi il n'implique aucune crise politique interne ; il n'est pas non plus l'expression d'un changement de politique ni de difficultés qui auraient surgi entre les partis ou entre les partis et le gouvernement. Cela a été simplement un reclassement ministériel qui a eu le but très concret de faire face directement au problème créé par la mise en accusation par le Parlement du ministre de l'Intérieur ; de plus on a essayé d'inclure quelques organisations qui n'étaient pas représentées au gouvernement, comme par exemple le parti de la gauche radicale. Il n'a pas d'autre signification.

Ce qui est important c'est qu'il se développe en ce moment un débat autocritique, dont nous ne connaissons pas encore tout à fait les résultats. Le

LE MIR ET L'UNITE POPULAIRE

■ **Question** : Que pense l'Unité populaire des positions énoncées par certains groupes politiques ? Le MIR par exemple qui considérerait, d'après ce qui a été dit par certains journaux français, qu'il est nécessaire d'accélérer le processus révolutionnaire. Cette question intéresse vivement l'opinion publique française : il serait important de préciser les termes du débat qui a eu lieu entre le MIR et l'Unité populaire.

M. Jose CADEMARTORI -

Tout d'abord, il est important de souligner quelle est l'importance véritable du MIR dans la politique chilienne. Effectivement, certaines informations

Président, d'après les derniers câbles que j'ai reçus, a déjà prononcé un discours à Concepcion qui fait la synthèse des résolutions adoptées après environ 10 jours de travail et d'autocritique qui se sont déroulés à Arayan.

M. Hugo MIRANDA -

Ce que M. le Ministre a dit en ce qui concerne le remaniement ministériel est parfaitement objectif. Il n'a répondu en aucune façon à une crise politique mais a voulu procéder à un reclassement qui avait pour but fondamental d'élargir la base politique et sociale du gouvernement. Donner de l'importance à un groupe qui en ayant participé depuis le commencement à la création de l'Unité populaire et qui, pour des raisons circonstancielles était demeuré exclu du Cabinet.

La crise ne signifie pas non plus, comme on l'a prétendu, une modification de la stratégie, ni encore moins un affaiblissement du programme. Au contraire, pendant les réunions auxquelles a fait allusion le Ministre Almeyda, et qui ont duré plusieurs jours, entre les partis de l'Unité populaire et leurs représentants au gouvernement, avec le Président de la République, les ministres de l'Economie, des Finances, de l'Agriculture, ont réaffirmé notre ligne d'action et notre volonté d'accomplissement du programme de l'Unité populaire. Ainsi la version qui prétend que la "crise" serait le résultat négatif des élections des provinces d'O'Higgins, Colchagua et Linares, est absolument fautive. De même, celle qui avance qu'il avait existé un propos de changer sur des points essentiels et fondamentaux l'accomplissement du programme.

Naturellement, l'examen autocritique qui s'est effectué pourra conclure qu'il est nécessaire d'adopter une tactique différente, mais en aucun cas à des changements dans la ligne de conduite du gouvernement.

de la presse française présentent ce groupe politique comme une force de masse de même poids ou légèrement plus faible que l'Unité populaire. Il est certain qu'au Chili, c'est toujours la droite qui essaie de "gonfler" le MIR. A vrai dire, le MIR est un groupe politique de l'ultra-gauche, qui a de l'influence dans quelques secteurs : étudiants, paysans et aussi dans quelques groupes d'ouvriers appartenant en particulier à la petite industrie.

L'appui principal du MIR a été le mouvement étudiant, plus particulièrement à l'Université de Concepcion - qui est la 3ème ou 4ème Université du pays. Néanmoins, le MIR vient de subir un échec frappant dans cette université. Après plusieurs années, il a été écarté du contrôle de la

Fédération étudiante et c'est l'Unité populaire qui a emporté la victoire dans ces élections. La défaite du MIR à l'Université de Concepción s'explique par son sectarisme forcené, le dogmatisme de ses positions et ses méthodes autoritaires de direction.

Le MIR considère qu'il est nécessaire d'accélérer la révolution chilienne et d'adopter même, des mesures qui vont plus loin que le programme de l'Unité populaire.

Dans l'Unité populaire il y a un consensus qui permet la participation de tous les groupes politiques ou les forces sociales pourvu qu'ils remplissent deux conditions ; tout d'abord, qu'ils travaillent avec le programme de l'Unité populaire et deuxièmement, qu'ils maintiennent une politique de loyauté à l'égard du gouvernement du Président Allende. Dans ces conditions, les positions du MIR vont au-delà du programme de l'Unité populaire et tombent dans une position irréaliste par rapport au processus que le pays est en train de vivre.

Il n'y a pas de doute qu'au Chili on a beaucoup avancé depuis que l'on est au gouvernement. L'on a pratiquement accompli la totalité du programme en ce qui concerne la nationalisation des ressources naturelles, l'étatisation de la banque, et l'expropriation d'une grande partie des grosses entreprises industrielles. C'est vrai qu'il reste encore un grand chemin à parcourir en ce qui concerne l'application de la loi de réforme agraire, puisque l'on calcule qu'environ 1.500 ou 1.800 "latifundia" peuvent encore être expropriées en vertu de cette loi. L'Unité populaire considère qu'il faut accélérer les expropriations. De la même façon, en ce qui concerne le commerce extérieur et d'autres domaines, il reste beaucoup à faire.

Au sujet des transformations de structure, il y a évidemment beaucoup plus à faire, en ce qui concerne les superstructures. Néanmoins, la tâche principale que se donne en ce moment l'Unité populaire est celle de consolider tous les progrès accomplis et d'amener les masses à participer à une échelle plus grande au travail du gouvernement.

Sans doute cette année est une année critique en ce sens qu'il faut consolider ces succès. Ce serait une profonde erreur que d'avancer dans la transformation révolutionnaire des structures tant que la masse n'est pas prête suffisamment à défendre ce qui a déjà été obtenu.

A vrai dire, les positions du MIR ne répondent pas à une aspiration des masses des grands secteurs de la population. Elles répondent aux spéculations de groupes qui n'ont pas d'écho sur l'immense majorité du mouvement populaire.

Le MIR croit que l'oligarchie a été battue, éliminée, et ils proposent donc la suppression de toute propriété bourgeoise. Grave erreur : l'oligarchie a perdu le contrôle de l'économie, mais, avec l'appui de l'impérialisme, elle garde encore des moyens et de l'influence politique. Elle n'est pas anéantie.

Nous tendons la main aux révolutionnaires honnê-

tés au-delà de l'Unité populaire, malgré les divergences mais pensons qu'ils n'auront qu'une alternative : aider à consolider le gouvernement populaire ou bien faciliter les tâches de la contre-révolution.

M. Rafael GUMUCIO -

Je crois que le député Cademartori a été assez clair dans son exposé. Je crois que le problème du MIR chilien doit se référer au problème des mouvements semblables qui existent dans le monde et en France, fondamentalement au gauchisme. C'est un phénomène de génération qui se produit essentiellement chez les jeunes et dans certains groupes qui viennent précisément d'un passé bourgeois et qui ont eu une évolution et ont suivi le chemin révolutionnaire. Alors, en changeant de position, ils choisissent la plus radicale. Je crois que dans le cas du MIR comme dans celui des gauchistes en général, les erreurs sont : primo, ne pas considérer la lutte des travailleurs dans le passé, qui a permis d'atteindre le niveau révolutionnaire actuel : celui-ci correspond à la multiplicité des luttes menées par les travailleurs au long de nombreuses années. Ils ne considèrent pas ce passé comme une base de type révolutionnaire en croyant que la seule méthode possible est l'affrontement, ce qui d'après moi est faux, parce qu'en réalité les conditions se présentent d'une façon différente dans les divers continents et dans chaque pays, à l'intérieur de ces continents. En Amérique latine, la situation d'après ce qu'a très clairement dit Fidel Castro, de l'Uruguay et du Chili ne peut être comparée à celle de Haïti, ou à celle de la Colombie ou à celle des autres pays d'Amérique latine où la révolution présuppose sans doute un affrontement armé. La rigidité de la méthode révolutionnaire est une erreur.

Mon opinion personnelle : je crois qu'on ne doit pas non plus les combattre de façon à les écarter de la possibilité d'intégrer une gauche révolutionnaire dans la mesure où, comme l'a dit Cademartori, ils s'accrochent à une tactique, à un programme et à un développement révolutionnaire. Je crois même que ces groupes ont un rôle à jouer dans le sens que, dans le processus d'autocritique, ils ont toujours la liberté de critiquer la tendance transactionnelle, conservatrice ou timide pour avancer dans la révolution.

Maintenant, en ce qui concerne les groupes d'origine chrétienne, d'après moi ils sont très importants en Amérique latine.

Moi-même, j'appartiens à l'un d'eux, la "Izquierda Cristiana" (gauche chrétienne). Les gens qui composent ces groupes chrétiens, justement parce qu'ils ont appartenu pendant des années aux secteurs centristes, réformistes ou traditionnels, lorsqu'ils prennent part en faveur de la révolution, adoptent des positions extrêmes et ont tendance à se transformer en "critiques" des marxistes.

M. MIRANDA -

Votre question concernant le MIR concerne en fait les différents groupes d'ultra-gauche au Chili, puisqu'il n'y a pas seulement le MIR. Simplement celui-ci est le plus important. Leur thèse tendant

à une accélération du processus révolutionnaire a, d'après nous, une limite. Nous sommes opposés par principe, à ralentir le processus, mais nous ne pouvons garantir son succès ; nous croyons que n'importe quelle accélération du processus doit être basé sur sa propre dynamique, de telle façon que nous avons un engagement qui est avant tout un accord de type idéologique, doctrinaire, et surtout stratégique pour respecter la réalité chilienne. C'est concrètement ce que signifie le pro-

gramme de l'Unité populaire. En conséquence, n'importe quelle proposition extrême doit être considérée dans le contexte de la réalité chilienne. Et nous croyons que l'on doit toujours tenir en considération l'accomplissement strict du programme de l'Unité populaire. N'importe quelle avancée au-delà des termes du programme de l'Unité populaire doit tenir compte de la dynamique révolutionnaire, partagée bien sûr, avec les différents partis.

EN COLOMBIE

VIOLENCES A L'APPROCHE DES ELECTIONS

A la veille des élections qui auront lieu le 16 avril en Colombie on peut constater la multiplication des actes de violence contre les forces d'opposition au régime de "front social".

C'est ainsi que le 24 mars Miguel Suarez, dirigeant du Mouvement Agraire, et candidat aux élections sur les listes du Parti Communiste, a été assassiné à la Mairie de Yacopi. Il était venu, avec une délégation de son parti, demander au Maire l'autorisation - refusée - de tenir un meeting électoral. Des commandos se réclamant de la coalition gouvernementale entouraient la Mairie ; des individus armés y ont pénétré. Ils ont tué Miguel Suarez. Le policier Eduardo Urdaneta (agent secret, matricule N° 076) dans le bureau du Maire a pointé son arme contre un autre membre de la délégation : Alvaro Marroquin, ancien rédacteur en chef de VOZ PROLETARIA, organe central du P.C. de Colombie. Le policier a obligé M. Marroquin à se placer devant la fenêtre tandis que d'autres membres du commando tiraient de l'extérieur. M. Marroquin a été blessé.

D'autres assassinats ont eu lieu, notamment à Fusagasugá et à Icononzo où les militants paysans Leonardo C. Lopez et Luis E. Daza ont été tués.

Dans les régions de Sumapaz, Tequendama, Yacopi, et dans le département du Meta, on relève de nombreuses provocations, violences et discriminations contre les forces d'opposition.

A Bogota même, la capitale de la République, et presque partout ailleurs, les militants chargés de la propagande sont arrêtés de façon arbitraire qu'ils soient communistes, anapistes ou démocrates-chrétiens. Ce dernier parti publie un bulletin où il dénonce régulièrement les actes illégaux commis par les autorités afin d'empêcher son travail électoral.

Affiches, tracts, journaux, remplissant toutes les conditions établies par la loi sont saisis par la police s'ils appartiennent à l'opposition. La Télévision, la Radio et même la publicité payée demeurent en fait interdites au Parti Communiste.

Là où une majorité d'opposition s'est dégagée lors des dernières élections, et où la coalition qui détient le pouvoir est menacée par les urnes, ce climat de violence et de discrimination atteint son paroxysme.

Ainsi la prochaine consultation électorale est faussée d'avance. Ainsi dans les conditions colombiennes d'aujourd'hui, les limites de la voie électorale apparaissent avec clarté, et la combinaison de toutes les formes de lutte, légales et illégales, politiques et armées, est de plus en plus ressentie comme une nécessité non seulement par les communistes, qui en ont fait leur voie depuis de nombreuses années, mais par d'autres secteurs populaires.

Alberto ROJAS PUYO

A la suite des assassinats qui sont relatés dans l'article précédent le Comité a adressé le 11 avril, la lettre suivante à M. PASTRANA BORRERO, Président de la République de Colombie :

Monsieur le Président,

Le Comité FRANCE-AMERIQUE LATINE, se faisant l'interprète des sentiments de l'opinion française, s'adresse à vous pour vous exprimer l'inquiétude et l'indignation que nous éprouvons à la lecture des nouvelles en provenance de votre pays. Nous avons appris que dans de nombreuses régions du pays, à l'approche des élections du 16 avril, les militants politiques des partis et mouvements d'opposition étaient victimes de violences et de discriminations indignes d'un pays démocratique.

C'est ainsi par exemple que le dirigeant paysan Miguel SUAREZ, candidat aux élections, a été assassiné à la Mairie de YACOPI ; nous vous demandons de faire toute la lumière sur ce crime et de châtier les coupables et leurs complices.

Nous vous demandons aussi de rendre leur liberté

(Suite page 14)

NOUVELLES BRIEVES

BRESIL

L'Argentine, le Pérou, le Paraguay, le Venezuela, se montrent préoccupés du rôle agressif assumé depuis sa visite aux USA en décembre par le président du Brésil. Une politique de leadership (d'aucuns disent de gendarmes) et d'encerclement par le Brésil inquiète tous ses voisins : citons des crédits importants en Guyane ex-britannique, la réorganisation de l'armée bolivienne, une déclaration selon laquelle le Brésil a une vocation vers le Pacifique... Henry Kissinger a confirmé ce rôle dans une conférence de presse. En 1971, la production industrielle du Brésil s'est accrue de 11 %.

CHILI

Pour l'année 1971, le produit interne brut du Chili s'est accru de 8,5 %. La consommation s'est accrue de 12,8 % (15 % pour le lait). Les investissements ont diminué de 16 %. Les exportations ont atteint 1.165.000.000 de dollars (1.262 millions en 1970). Les importations 1.174.000.000 (1.118.000.000 en 1970).

La part des salaires dans le revenu national est passée de 50 % en 1970 à 59 % en 1971.

Les prix du cuivre ont baissé considérablement causant des difficultés au pays (66,56 dollars en 1969, 64,2 en 1970, 48,5 en 1971).

La réforme agraire a affecté 1.378 grands domaines expropriés (1965-1970 : 1408) comptant 2.600.000 hectares environ.

COLOMBIE

Un comité de défense de l'Indien qui a une grande activité (répression de Planas, soutien des occupations de terres du Caldas, du Comité régional indigène de Canca) s'est organisé à Bogota. Il réclame de nous tous une solidarité morale et matérielle (médicaments, matériel d'alphabétisation, argent...). On peut écrire à AMAZONIA AUTOCTONA, Apartado Aero 14 599, BOGOTA 1 - Colombie.

COSTA RICA

Le Président Figueré dénonce l'existence d'un complot fomenté par le mouvement d'extrême-droite : Costa Rica Libre en liaison avec le Nicaragua et le Guatemala.

EQUATEUR

Les chefs de l'armée ont déposé le président Velasco Ibarra qui, pour la 5ème fois n'aura pu terminer son mandat. Ils semblent ainsi avoir voulu parer aux dangers de désordres que promettaient les élections prévues pour juin. Le général Rodriguez Lara qui dirige la Junta a affirmé que son régime serait nationaliste. Dans les milieux financiers des Etats-Unis, on manifeste quelques inquiétudes sur la possible orientation de ce gouvernement qui va avoir entre ses mains les riches gisements pétroliers du Putermayo.

HAITI

Dans le cadre de la réorganisation de ses forces de répression Bébé Doc, nouveau chef de l'Etat à vie a créé un nouveau corps d'élite : les léopards. Ses officiers instructeurs sont le major Edward Gordon de l'U.S. Army assisté du capitaine Evans, des lieutenants Maxwell et Griffith, ainsi que du sergent Mac Kennie, tous de l'armée américaine. On note également la présence du mercenaire européen Jean Dufourd.

La situation en Haïti semble d'ailleurs évoluer rapidement, depuis la mise à l'écart de la soeur de Duvalier et du Colonel Dominique, vers un conflit entre le nouvel homme fort le général Cambronne et l'armée animée par L. Desir.

NICARAGUA

Après le pacte qu'ils ont conclu, le parti conservateur et le parti libéral sont allés aux urnes. Bien entendu, ce dernier parti du Président Somoza est sorti vainqueur de cette "confrontation".

PANAMA

Sous la direction du gouvernement que dirige le général Torrijos, une imposante mobilisation populaire dans le pays appuie l'action du ministre des affaires étrangères J.A. Tack visant au retour de la zone du canal sous la souveraineté panaméenne. Le gouvernement effectue parallèlement d'importantes réformes (Code du travail, réforme agraire).

PARAGUAY

L'important quotidien du Venezuela EL NACIONAL publiait le 19 octobre 1971 dans sa septième page et sur trois colonnes la conférence de presse de Maître Bouaziz et de l'Abbé Schooyans, envoyés au Paraguay par notre comité pour s'informer sur la condition déplorable des emprisonnés politiques dans ce pays.

SALVADOR

Le colonel Arturo Armando Molina, candidat du parti gouvernemental a été élu au Salvador. Il n'est pas exclu, compte tenu de certaines déclarations électorales qu'il réoriente le gouvernement qu'il formera.

FONDATION DU COMITE FRANÇAIS DE SOLIDARITE ET DE SOUTIEN AU PEUPLE DU PARAGUAY

Dans notre numéro d'octobre 1971 nous avons rendu compte de la mission d'enquête qui avait été envoyée au Paraguay par le Comité France-Amérique latine en mai 1971.

Cette mission composée de l'abbé Michel SCHOOYANS, maître de conférences à l'Université de Louvain et de Me Paul BOUAZIZ, avocat à la Cour d'Appel de Paris, avait pour but d'enquêter sur la répression très dure qui sévit actuellement au Paraguay sous le régime du Général STROESSNER, sur les arrestations arbitraires et les détentions illégales de nombreux citoyens et sur les luttes qui s'organisent pour protester contre un régime de terreur et d'oppression.

Avec l'appui d'un certain nombre d'organismes : Amnesty International, Ligue Française des Droits de l'Homme, Mouvement International des Juristes Catholiques, Association Française des Juristes Démocrates, Comité Europe-Amérique Latine, CGT, CFDT, FEN, Témoignage Chrétien, Collection Terre de Feu, Revue "Terre entière", avec le soutien d'un certain nombre de personnalités : juristes, hommes de lettres, universitaires et de nombreux amis français et paraguayens, Maître BOUAZIZ a voulu fonder un Comité de solidarité et de soutien au peuple paraguayen. Un appel a été lancé dont voici le texte :

APPEL POUR LA CREATION D'UN COMITE FRANCAIS DE SOLIDARITE ET DE SOUTIEN AU PEUPLE DU PARAGUAY

Voici plus de dix-sept ans que le Paraguay vit sous la dictature du Général STROESSNER.

Ce régime, issu d'un coup d'Etat militaire asséoit son pouvoir sur une violation flagrante et systématique des libertés individuelles et publiques les plus élémentaires :

- Arrestations arbitraires de centaines de citoyens, qui sont maintenus en détention, dans des commissariats de police pendant des années, sans jamais être jugés, sans être déférés devant un magistrat instructeur, sans même avoir été inculpés d'un délit quelconque.

- Atmosphère générale de terreur, créée par cet arbitraire et par les tortures que subissent les prisonniers politiques.

- Maintien de l'état de siège de façon quasi permanente depuis trente et un ans.

C'est ainsi, que "protégé" par son puissant voisin, le Brésil, étroitement contrôlé par la politique et les capitaux nord-américains, le Paraguay a perdu toute indépendance réelle. Le quart de la population paraguayenne vit actuellement en exil, poussée par la misère ou la terreur.

Le Paraguay, enfin, avec la complicité bienveillante du Général STROESSNER, reste l'un des principaux refuges des criminels nazis en fuite. Il suffit d'en citer un qui y jouit publiquement d'une totale impunité : le fameux Docteur MENGELE, le sinistre médecin d'Auschwitz.

C'est pourquoi les signataires ont décidé de fonder un :

" COMITE FRANCAIS DE SOLIDARITE ET DE
SOUTIEN AU PEUPLE DU PARAGUAY "

qui s'assigne un double objectif :

- La libération de tous les prisonniers politiques,
- L'aide au peuple paraguayen dans sa lutte pour la liberté et la souveraineté.

o
o o

Le mardi 7 mars s'est tenue une assemblée générale de tous ceux qui avaient bien voulu répondre à cet appel et les projets de statuts ont été adoptés, dont le texte est libellé comme suit :

Objet de l'Association : Article II des projets de statuts :

Cette association a pour but de soutenir le peuple paraguayen dans sa lutte pour la liberté et la souveraineté et l'aider à obtenir la libération de tous les prisonniers politiques.

Elle oeuvrera aux constants renforcements des liens d'amitié et de coopération entre le peuple français et le peuple du Paraguay.

Elle développera d'une manière générale toute l'activité de recherches et d'informations sur la situation au Paraguay, toute activité permettant de faciliter les relations extérieures du Paraguay avec les autres pays et notamment ceux d'Europe.

Le "Comité de solidarité et de soutien au peuple du Paraguay" est donc fondé, mais nous espérons encore recevoir de nombreux appuis. Vous pouvez adresser vos signatures à :

Me Paul BOUAZIZ
57, Avenue de la Grande Armée
PARIS 16ème

Le Comité accueillera également avec gratitude toute information directe, documentation, indication bibliographique concernant le Paraguay, car il

s'efforce de réunir le plus grand nombre possible de documents. Vous pouvez adresser ceux-ci à

Melle COUEDEL
14, rue Bachaumont
PARIS 2ème

Le Comité pense également organiser un certain nombre de manifestations culturelles destinées à mieux faire connaître ce pays que le silence de la presse maintient dans l'oubli. Le 15 mai, dans le Grand Amphî de la Faculté de droit, rue d'Assas à 20 h 30 est prévue une soirée durant laquelle se produiront de nombreux artistes latino-américains qui illustreront par leurs chants, leurs danses la

réalité du peuple paraguayien : traditions, folklore mais aussi actualité, révoltes et luttes.

COMITE DE SOLIDARITE ET DE SOUTIEN
AU PEUPLE DU PARAGUAY

Président : M. Paul BOUAZIZ
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Vice-présidente : Melle Françoise COUEDEL
Professeur Agrégé. Chargée de cours
à l'Université de Villetaneuse.

Secrétaire général : M. Guy AURENCHÉ
Avocat à la Cour.



TIEMPO BOGOTÁ 27/2/72

JOSÉ MARÍA ARGUEDAS, la voix du monde indien

Il y a trois ans disparaissait tragiquement l'écrivain péruvien José María Arguedas ; son suicide donnait une fin inattendue et prématurée à une vie et à une oeuvre qui avaient fait de lui le porte-parole du monde indien. On a pu comparer son acte à celui d'Hemingway : en effet, tous deux refusaient, non pas tant la vieillesse que de se voir condamner à une sorte d'impuissance créatrice ; mais là doit s'arrêter la comparaison. Les deux personnages sont en effet fort dissemblables dans leurs origines, leurs goûts, leur vision morale et politique du monde.

José María Arguedas naquit à Andahuaylas (Apu-rimac, Pérou) en 1911. Sa jeunesse, qui est évoquée dans son roman *Los Rios profundos*, il la vécut dans les communautés indigènes des Andes, en Indien. Sa langue maternelle n'était pas l'espagnol mais le quetchua, et ce n'est qu'à force de travail qu'il parvint à cette maîtrise de la langue castillane qui éclate dans *Los Rios profundos*. Son enfance s'écoula, heureuse, dans une communauté indigène, un *ayllu* : " Trompant la surveillance de parents cruels, j'avais demandé asile à une communauté qui cultivait le maïs dans la plus petite et joyeuse vallée que j'aie jamais vue. Les fleurs ardentes de l'aubépine et le chant des ramiers illuminaient les champs. Les chefs de famille et les matrones de la communauté me recueillirent et m'apprirent l'ineffable tendresse qui me fait vivre." (1)

Grâce à un don d'observation remarquable et grâce à une sensibilité exceptionnelle, il put ainsi sonder l'âme indienne, s'imprégner de ses traditions, vivre son humiliation, s'associer à ses joies et à ses espoirs, parler sa langue, la connaître " de l'intérieur ".

L'humiliation des Indiens soumis à l'autorité abusive du "gamonal" (gros propriétaire terrien), il l'a évoquée dans sa première oeuvre "indigéniste", *Agua* (1935) qui dénonce une injustice sociale qui apparaît à l'auteur d'autant plus aigüe et insupportable qu'il la ressent et la subit lui-même : c'est ce qui donne à ses romans cet accent de vérité, d'authenticité qui va beaucoup plus loin que la louable philanthropie des écrivains "indigénistes" qui l'ont précédé. Comme le dit le romancier péruvien Vargas Llosa, Arguedas " a réussi à donner aux lecteurs hispanophones une traduction du langage propre de l'Indien ; il a pu ainsi, à la fois, recréer en espagnol le monde intime de l'Indien, sa sensibilité, sa psychologie, ses mythes ; et nous savons que toutes les caractéristiques émotionnelles et spirituelles d'un peuple sont présentes dans sa langue." (2)

Un autre roman, *Yawar Fiesta*, nous montre les Indiens sous un jour différent ; l'humiliation longtemps subie déclenche la révolte, révolte que nous retrouvons, plus atténuée, dans *Los Rios profundos* lorsque les jeunes filles de la *chichería* de *Abancay* s'emparent du sel que recélaient les magasins de la *Recaudadora* pour le distribuer aux pauvres.

Cette vie marginale des communautés indiennes et l'injustice dont elles sont victimes est sans doute ce qui a fait le plus souffrir Arguedas qui a pu s'écrier : "... jusqu'à quand durera la dualité tragique entre le monde indien et le monde occidental dans ces pays descendants du Tahuantinsuyu et de l'Espagne ? " (3)

Si l'oeuvre d'Arguedas se développe autour de l'Indien, son oeuvre littéraire, mais aussi ses travaux d'ethnologue et de folkloriste, l'Indien n'en est pas le thème exclusif ; il n'est pas isolé de son milieu naturel ni des catégories sociales qui l'exploitent ou éprouvent pour lui une philanthropie qui reste généralement toute verbale et empreinte de paternalisme. Ainsi qu'il l'a écrit lui-même, dans ses oeuvres, apparaît " le Pérou andin avec tous ses composants, dans son inquiétante et confuse réalité humaine dont l'Indien n'est qu'un des divers personnages." (4)

Dans *Los Rios profundos* dont la valeur autobiographique est évidente, les thèmes "indigénistes", l'indignation devant l'injustice sociale, sont présents certes, mais avec moins de véhémence ou de violence que dans les oeuvres précédentes ou que dans son dernier grand roman *Todas las sangres* ; en effet, tous ces aspects sont harmonieusement "incorporés" à un récit qui raconte une histoire simple et qui confère au roman une sérénité originelle. *Los Rios profundos* n'en est pas moins un roman "réaliste" et en cela il est fidèle à une tradition bien établie dans la littérature latino-américaine, mais comme le fait justement remarquer Saúl Yurkievich, ce "réalisme est constamment transcendé par la sensibilité de Ernesto (l'auteur lui-même)... Ernesto va au-delà de la réalité physique, il a un sens mythologique, religieux, qui transforme les choses en présences mystérieuses" .. (5)

Dans les *Rios profundos* tous les thèmes des oeuvres précédentes se trouvent présents : l'exaltation du paysage andin, l'attitude anti-féodale et surtout le profond amour de l'auteur pour les indigènes ; se gardant d'employer un ton didactique ou polémique, cette oeuvre, par ses qualités littéraires exceptionnelles, a ouvert à Arguedas un plus large public et a permis de faire entendre la voix du monde indien.

J.P. DUVIELS
Février 1972

(1) J.M. Arguedas, *Les fleuves profonds*. Trad. de l'espagnol par J.F. Reille, Gallimard, 1966.

(2) Mario Vargas Llosa, *José María Arguedas y el indio*. Paris, 1963.

(3) José María Arguedas, *La novela y el problema de la expresión literaria en el Perú* ("Mar del Sur", janvier 1950)

(4) J.M. Arguedas, *ibid*

(5) Saúl Yurkievich, *José María Arguedas : Encuentro con una narrativa americana*.

Quelques réflexions sur le Comité
FRANCE-AMÉRIQUE LATINE
et sur son Bulletin...

Par le cercle de Rennes

Nous avons lu avec un grand intérêt les deux premiers Bulletins du Comité : le sérieux des informations et la valeur des dossiers montrent que cette publication est partie du bon pied. Toutefois, il nous semble nécessaire d'émettre un certain nombre de réserves sur le ton de la revue et son orientation.

Disons-le tout net, il s'agit d'une revue d'intellectuels dont l'horizon nous paraît bien spécialisé. Ce caractère fâcheux qui apparaît pratiquement à toutes les pages, nous touche d'autant plus que la composition sociale de notre cercle est très diversifiée (ouvriers, artisans, étudiants, enseignants littéraires ou non...).

PRECISONS NOS CRITIQUES :

Le culte du sérieux ne nous paraît pas être un point entièrement positif ; certes, de nombreux sujets (tels la torture au Paraguay, au Brésil...) ne prêtent pas à rire ; mais sur les pays où la situation est plus gaie (Chili, Cuba...) on chercherait en vain, dans les deux premiers numéros du Bulletin, une anecdote, un fait amusant... Il n'y a que des études de caractère économique, politique ou culturel, souvent techniques.

Certes, nous ne demandons pas que la revue prenne un caractère folklorique, mais on serait en droit d'attendre quelque chose de plus vivant, expliquant aussi la vie effective des peuples, nous transportant dans l'atmosphère d'outre-Atlantique ; nous avons plutôt l'impression d'apprendre un cours d'histoire et de géographie.

Le ton du Bulletin, outre son austérité, laisse beaucoup à désirer, ne serait-ce que parce que, plus d'une fois, il est cassant et peu ouvert à la discussion : l'analyse, souvent très précise, qui est faite, dépasse probablement le cadre de ce que le Comité France-Amérique latine, en tant que tel, peut soutenir, d'autant plus qu'un certain nombre de termes, habituellement galvaudés en français, sont utilisés (ici, avec un sens scientifique) sans même être expliqués.

UN EXEMPLE :

Le dossier sur le Brésil illustre très bien nos critiques :

On aurait pu donner des précisions indiscutables sur la politique extérieure du Brésil, précisions citées même par les journaux réactionnaires ou officiels brésiliens (participation de la dictature de Brasilia au coup d'Etat en Bolivie, menaces directes contre l'Uruguay, accords permettant l'intervention au Paraguay...); on aurait dû, aussi, expliquer comment vivent les ouvriers, les paysans, donner des renseignements frappants sur la misère (70 % des enfants du Nord-Est sont anormaux, à cause de la malnutrition...), évoquer les disparités entre les régions, l'importance du Brésil dans l'opinion publique latino-américaine, etc... Ces faits, avoués par tous mais trop peu connus, sont des données saisissantes qu'aucune analyse, aussi bonne soit-elle, ne peut remplacer.

Au lieu de cela, le dossier sort assez peu de la théorie ; le mot "impérialisme" (certainement beaucoup mieux compris par les latino-américains que par les Français) n'aurait pas dû être employé au moins cinq ou six fois et sans explications. De même, page 7, la phrase sur le gauchisme paraît bien dure et bien sèche, surtout à l'égard de gens qui, quelles que soient leurs erreurs, ont un courage indéniable et laissent souvent leur peau dans la lutte qu'ils mènent contre la dictature.

Toutes ces critiques ne nous empêchent pas de reconnaître la qualité du dossier.

CONCLUSION

L'éditorial du N° 2 nous invite au dialogue, c'est dans cet esprit que nous écrivons ces lignes. C'est aussi dans le même éditorial que nous voyons la phrase suivante :

" Nous préférons pour les dossiers économique-politiques des analyses cernant l'essentiel d'une situation plutôt que des chronologies non explicatives."

C'est précisément cette alternative qui nous paraît illusoire : un dossier clair, facile et agréable à lire devrait certes comporter un minimum d'analyse montrant simplement le sens de l'histoire, mais il devrait, avant tout, partir des faits (et non les citer au passage et de manière elliptique).



EN COLOMBIE (suite de la page 9)

aux prisonniers politiques et syndicaux, notamment aux ouvriers condamnés pour faits de grève, à BARRANCABERMEJA, ainsi qu'à l'étudiant Jorge CABALLERO, dont l'innocence a été reconnue par la Justice militaire mais qui est toujours emprisonné.

Nous vous demandons enfin de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour garantir réellement les libertés démocratiques à toutes les formations politiques pour les élections. Sinon la consultation n'aurait aucune signification.

Nous espérons que vous serez sensible à notre inquiétude et que vous entendrez notre demande qui est celle des amis de la Colombie.

Nous vous prions d'agréer.....

LA PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE DU COMITE FRANCE-AMERIQUE LATINE

Fondée il y a un an notre association n'avait jamais encore tenu d'Assemblée Générale pour la raison simple que le nombre de ses adhérents ne pouvait encore justifier la constitution d'instances statutaires qui auraient été disproportionnées. A la fin de 1971 on dépassait enfin la centaine et il devenait dès lors possible et nécessaire de convoquer une A.G. qui devait statutairement élire le Comité directeur de l'Association.

Cette A.G. s'est tenue à Paris le 28 janvier 1972 en présence de 52 adhérents. Elle a entendu un rapport d'activité présenté par Michel BERNU qui a fait l'historique de la constitution du Comité et de sa première année d'activité officielle. Après avoir approuvé le rapport financier présenté par Florence AUDIER, elle a entendu et discuté un exposé de Dominique LAHALLE qui a proposé quelques orientations pour l'activité des mois à venir.

Elle a ensuite procédé à l'élection du Comité Directeur : considérant que l'association n'avait pas encore atteint un développement normal - les cercles locaux qui doivent en former la base sont très peu nombreux et l'éventail des opinions et courants de pensée qui doivent s'y exprimer n'est pas assez ouvert - l'AG. n'a élu que 20 membres au lieu des 35 maximum prévus par les statuts. Elle a donné mandat au Comité directeur, d'essayer dans les six prochains mois de s'élargir, par cooptation de membres nouveaux représentant des courants de pensée non encore présents au sein du Comité élu.

Le Comité directeur ainsi élu est composé des personnes suivantes :

Gisèle ARNAUD (Montpellier), Florence AUDIER, économiste, Marcel BATAILLON, professeur honoraire au Collège de France, Michel BERNU, assistant à l'Université, Jean-Marie BINOCHE, animateur culturel, Simone COCOUZ, secrétaire de direction, Pierre CREPEL, attaché au C.N.R.S., Pierre DUPONT, professeur, Georges FOURNIAL, journaliste, Pierre GILHODES, professeur, Monique GREGOIRE, étudiante, Alain JOXE, professeur, Dominique LAHALLE, chargé de recherches au C.N.R.S., Jacques MAITRE, chargé de recherches au C.N.R.S., Yves PINGUILLY, animateur culturel, Michel REDJAH, journaliste, Christine THOUZEAU, étudiante, Louis URRUTIA, professeur, Christiane de VAUGELAS, étudiante, Paul VERDEVOYE, professeur.

Le Comité directeur s'est ensuite réuni et a élu un Bureau exécutif composé de :

Michèle BERNU, Président, Florence AUDIER, trésorière, Dominique LAHALLE, secrétaire et Simone COCOUZ, Monique GREGOIRE, Yves PINGUILLY, Christine THOUZEAU et Christine de VAUGELAS, membres du Bureau.



comité france Amérique latine

Pour l'information en France sur les problèmes de l'Amérique latine et l'amitié entre le peuple français et les peuples d'Amérique latine

Le Comité France-Amérique latine est une association déclarée (loi de 1901) qui a pour but :

"Le constant renforcement des liens d'amitié et de coopération entre le peuple français et ceux de tous les pays d'Amérique latine. Pour cela, elle fera connaître largement, de façon objective, la vie sociale, économique, culturelle, politique de ces pays ; favorisera le développement en France des études et des recherches ibéro-américaines dans tous les domaines de l'histoire, de la littérature et des arts, de l'évolution sociale, économique et politique." (Art. 2 des statuts)

"Le Comité France-Amérique latine réalise son objet par la diffusion d'informations, l'organisation de conférences, expositions, présentations de films, la publication de documents, l'édition d'ouvrages, de périodiques, etc..." (Art. 3).



ADHEREZ AU COMITE FRANCE-AMERIQUE LATINE ET ABONNEZ-VOUS A SON BULLETIN

A CHAMPIGNY : RETROSPECTIVE SILVANO LORA

Du 27 novembre au 20 décembre 1971 s'est tenue à Champigny une importante exposition du peintre dominicain SILVANO LORA. Il s'agissait d'une rétrospective en 80 oeuvres des 15 dernières années, complétée par un environnement sur le thème de la guerre.

Le bureau municipal des affaires culturelles de Champigny, en collaboration avec le comité France-Amérique latine avait prévu pendant ces 3 semaines une très importante animation autour de l'exposition avec une conférence-débat sur le thème " qu'est-ce que l'Amérique latine ? " par Pierre Gilhodès, une fête cubaine, et 3 soirées latino-américaines composées de deux parties : un montage poétique et de la musique folklorique latino-américaine.

Une première manifestation, et non des moindres, a été le débat qui a suivi le vernissage de l'exposition. SILVANO LORA lui-même et le critique d'art Raoul Jean Moulin animaient ce débat. Devant un public populaire, le peintre a pu parler de son oeuvre, celle-là même qui envahissait de sa formidable présence les murs et l'espace de la salle. Un débat comme celui-là, entre public et créateur, est certainement la formule idéale pour amener un public non prévenu à connaître et à apprécier les arts plastiques, pour parvenir à une culture populaire en ce domaine. Cette manière de dialogue entre peintre et public fait partie de la logique intérieure de SILVANO LORA, peintre populaire au sens de peintre militant.

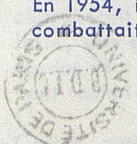
SILVANO LORA est né en 1931 à Saint-Domingue, sous la dictature de Trujillo, une des plus sanglantes de l'Amérique latine, une des plus longues aussi puisqu'elle a duré 30 ans. En 1954, il quitte son pays pour rejoindre l'opposition qui combattait la dictature de l'extérieur. Après une période de

voyages nombreux, il expose plusieurs fois à Paris. En 1965 lors de l'invasion par les U.S.A. il participe à la lutte, puis à la guerre contre la puissance étrangère. Il est un des leaders du "front culturel" et organise pendant cette période une campagne d'affiches politiques à Saint-Domingue. En mai 1971, il fut expulsé de Saint-Domingue, et vit actuellement en Suisse.

Son oeuvre, comme sa vie est un cri de révolte contre l'oppression, l'impérialisme, la guerre. Dans la rétrospective de Champigny, on pouvait suivre la montée de ce cri qui aboutit à l'environnement monumental sur la guerre. A partir de 1960, la peinture de LORA s'empli de cataclysmes et de séismes, et l'on comprend que " les plaies béantes ou mal cicatrisées " de sa peinture, portent témoignage historiquement des blessures de l'impérialisme, selon l'expression de Raoul Jean Moulin.

L'environnement exposé à Champigny a été réalisé à Berne au début de 1971. Il montre la guerre d'agression américaine au Viêt-Nam et comprend en sa partie centrale les débris d'un bombardier détruit par les patriotes. Car, ce que vise LORA, c'est la dénonciation de l'impérialisme partout dans le monde, une dénonciation pour laquelle il a créé ses moyens propres.

En choisissant SILVANO LORA, Champigny a misé sur la qualité esthétique et sur la qualité éthique. Nous nous félicitons du succès remporté par cette exposition et la manifestation qui l'ont accompagnée. Nous apprenons avec plaisir que l'exposition SILVANO LORA a été l'occasion de la création d'un cercle local du C.F.A.L. animé par ceux-là mêmes qui avaient réalisé l'exposition et l'animation, Jean-Marie BINOCHE et Yves PINGUILLY.



BULLETIN D'ADHESION ET/OU D'ABONNEMENT (1)

- Je désire adhérer au Comité France-Amérique latine et vous adresse ci-joint ma cotisation (1) (2)
- Veuillez prendre note de mon abonnement au Bulletin du Comité dont je vous adresse ci-joint le montant (1) (3)
- M. Mme Melle (1) NOM
- Prénom
- Adresse
- Téléphone
- Profession
- Lieu de travail

Date et signature :

(1) Rayez les mentions inexactes.

(2) Tarif des cotisations : membre actif, 25 F ; étudiants et petits salaires, 10 F ; membre bienfaiteur, 100 F ou plus

(3) Abonnement au Bulletin : abonnement ordinaire, 30 F ; tarif réduit pour les membres du Comité : 20 F

- Adressez le bulletin d'adhésion et/ou l'abonnement à M. Dominique LAHALLE, 2 rue Charbonnel, 75 - PARIS (13e) en y joignant un chèque bancaire ou postal (les 3 volets) établi au nom de Mme Florence AUDIER - CCP 32.868 - 27 LA SOURCE

COPEDITH -
70, rue de Flandre, 75-Paris 19ème

Directeur de Publication :
Michèle BERNU

Comité France Amérique latine - Bulletin
périodique - Dir: Dominique Cahalle - Paris,
-- Eu -

1972, --- 3 ---